



**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 7 mars 2011 (09.03)  
(OR. en)**

**7299/11**

**COPEN 37**

**NOTE**

---

de:	la représentation permanente danoise
aux:	délégations
Objet:	Décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale

---

Eu égard à l'article 29, paragraphe 2, de la décision-cadre 2008/977/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 relative à la protection des données à caractère personnel traitées dans le cadre de la coopération policière et judiciaire en matière pénale, le gouvernement danois communique au secrétariat général du Conseil et à la Commission ce qui suit:

[....]

**2. Informations relatives aux autorités de contrôle, cf. article 25**

Conformément, entre autres, à l'article 29, paragraphe 2, de la décision-cadre, les États membres transmettent au secrétariat général du Conseil et à la Commission, au plus tard le 27 novembre 2010, les informations relatives aux autorités de contrôle visées à l'article 25.

Conformément à l'article 25, paragraphe 1, de la décision-cadre, chaque État membre prévoit qu'une ou plusieurs autorités publiques sont chargées de conseiller et de surveiller l'application, sur son territoire, des dispositions adoptées par les États membres en application de ladite décision-cadre. Ces autorités exercent en toute indépendance les missions dont elles sont investies.

Le Danemark a désigné deux autorités publiques à cet effet, conformément à l'article 25, paragraphe 1.

Le contrôle du traitement de données effectué dans le cadre de l'administration publique est exercé par:

Datatilsynet  
Borgergade 28, 5.  
1300 København K  
[www.datatilsynet.dk](http://www.datatilsynet.dk)

Le contrôle du traitement de données effectué dans le cadre des tribunaux est exercé par:

Domstolsstyrelsen  
Store Kongensgade 1-3  
1264 København K  
[www.domstolsstyrelsen.dk](http://www.domstolsstyrelsen.dk)

Il convient aussi, à cet égard, de se référer aux dispositions des chapitres 16 et 17 de la loi n°429 du 31 mai 2000 sur le traitement des données à caractère personnel (telle que modifiée), qui figurent notamment à l'annexe 5.

(formule de politesse)

Jeppe Tranholm-Mikkelsen  
Ambassadeur, représentant permanent

---